

Goma : Si nous ne faisons rien et attendons que la guerre soit finie, il n'y aura plus de forêts et d'animaux à conserver. 3

Soudan : Les réfugiés ont besoin d'énormes ressources naturelles pour reconstruire leur vie, bien que temporaire, dans leur zone d'accueil. 5

Reportage : les niveaux élevés de violence démesurée dans les aires forestières ne sont pas une coïncidence. On ne les appelle pas des « combats de jungle » pour rien. 9

Chiapas : La médiation est indispensable là où la conservation et les droits indigènes s'affrontent. 15



Fuite des violentes confrontations en dehors de Goma, RDC

Forêts et conflits

Contenu:

2 Éditorial | Moyens d'existence et Paysages: RDC | 4-5 Réfugiés et forêts: Burundi et Soudan | 6-7 Les conflits aident-ils ou entravent-ils la conservation ? | 8-9 Reportage: Combat de jungle: qu'est-ce qui vient après? | 10-11 Gérer les conflits forestiers : Asie et Afrique | 12-15 Cas de conflits forestiers: Brésil, Thaïlande, Équateur, Mexico | 16 L'entretien: Ashok Khosla, Président de l'UICN

Cet *arborvitae* est également disponible en Français et en Espagnol sur notre site [Webwww.iucn.org/forest/av](http://www.iucn.org/forest/av)

Si vous avez un commentaire au sujet de quelque chose que vous avez lu dans un numéro récent d'*arborvitae*, nous serions très heureux de vous entendre. Vous pouvez envoyer un message à: jennifer.rietenbergen@wanadoo.fr



« Votez le REDD » : les ingrédients essentiels nécessaires pour une recette REDD efficace

L'UICN vient de publier les résultats d'un atelier « Votez en direct » mené durant le Congrès International de la Conservation à Barcelone en Octobre 2008, durant lequel plusieurs questions, en relation avec REDD, étaient posées aux participants. Ils ont reconnu qu'une recette REDD unique ne pouvait pas répondre à toutes les situations et que différentes approches doivent être utilisées selon les contextes. Ils ont par ailleurs clairement identifié ce qui doit être inclus et planifié aux niveaux local, national et international au cas où le REDD devenait une option viable d'ici à 2012. Les réponses ont aussi démontré que les ingrédients considérés les plus importants par les participants sont déjà pris en compte dans les axes de travail de l'UICN. Lisez les opinions des panélistes internationaux et les mesures que certains pays prennent pour se préparer au REDD. (www.iucn.org/about/work/programmes/forest/?2609/Voting-on-REDD)



Éditorial

Si les diamants sont le meilleur ami de la guérilla (comme Paul Collier l'affirme dans son livre *The Bottom Billion*), alors, les forêts viennent juste après. Les forêts ont longtemps fourni aux groupes armés des cachettes et des sources de financement lucratives, et le bois « conflictuel » a apporté son soutien à beaucoup de machines de guerre dans le monde. Néanmoins, dans ce numéro de *arborvitae*, nous analysons le conflit forestier sous un angle plus large, en explorant ces situations qui, bien qu'elles causent de véritables bouleversements aux moyens d'existence locaux et qu'elles menacent la biodiversité, ne font jamais la une de l'actualité. Nous observerons l'impact et les implications des conflits forestiers entre les communautés résidentes et les réfugiés, entre différents groupes dépendant des forêts, et entre les populations locales et de puissants acteurs externes.

Nous abordons aussi la question liée à l'interaction entre le conflit et la gestion durable des ressources forestières. Étant donné que le conflit est un mécanisme «

créateur de pauvreté » si efficace, les forêts deviennent encore plus vitales pour les moyens d'existence et le bien-être des communautés forestières, en leur fournissant du bois pour des logements temporaires, du gibier et d'autres produits forestiers non ligneux pour des rations minimums. Cependant, ces ressources forestières sont souvent exposées à une surexploitation sévère avec la survie journalière prioritaire sur une vision à long terme. La cohésion sociale nécessaire à l'utilisation durable des ressources se perd dans le conflit. Renverser cette situation va requérir une collaboration étroite avec des organisations non partisans et respectées localement, capables de comprendre les antécédents historiques des problèmes actuels pour garantir que l'utilisation durable des ressources forestières soit vue comme faisant partie de la solution, et non pas comme une contrainte de plus ou un luxe inaccessible. Ces partenaires seront d'autant plus importants lorsque la paix reviendra, étant donné que les situations de post-conflit peuvent amener une nouvelle gamme de défis.

*Stewart Maginnis,
Directeur du Programme de
Conservation des Forêts de l'UICN*

nouvelles en bref

Certification 101. TRACER, une compagnie spécialisée dans les produits forestiers certifiés traçables a lancé le *Rough Guide to Traceable Certified Forest Products* (Guide des Produits Forestiers Certifiés Traçables). Ce livret fournit des conseils utiles et succincts pour ceux qui ont besoin de comprendre les terminologies et les processus liés à l'approvisionnement en produits forestiers certifiés. Il peut être commandé ou téléchargé à partir du site www.tra-cer.com.

Le nombre de gorilles augmente à Virunga. Il semble que la population de gorilles de montagnes dans le Parc National de Virunga soit en augmentation en dépit du conflit qui a fait rage dans la zone. Le premier recensement effectué depuis que les gardiens ont été obligés de fuir le secteur Mikeno du parc en septembre 2007 a été mené par l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), le gouvernement, l'institution gouvernementale de la République Démocratique du Congo (RDC), responsable de la gestion des aires protégées. Ce recensement a couvert six groupes de gorilles de montagnes habitués aux humains). À la grande surprise des gardiens, le nombre de gorilles dans ces groupes ont augmenté de 72 à 81 en 2007. « Cette étonnante et bonne nouvelle sur les gorilles de montagne a été possible grâce aux efforts courageux des gardiens de l'ICCN qui ont travaillé inlassablement pour avoir accès aux gorilles malgré les violences en cours » a déclaré Dr. Susan Lieberman, Directrice du Programme International pour les Espèces du WWF.

Source: www.panda.org, 27 janvier 2009.

Voir l'article sur les gorilles de Virunga à la page 6 de cette édition d'*arborvitae*.

Protestations contre la réserve indienne de tigres. Plus de 15.000 personnes ont protesté dans le sud de l'Inde en décembre dernier contre les plans d'extension d'une nouvelle réserve de tigres, craignant de perdre leurs maisons. Le gouvernement de l'État de Tamil Nadu a décrété cette réserve en début 2008 dans le cadre du « Projet Tigre » de l'Inde dont l'objectif est de stimuler le déclin de la population de tigres du pays. D'après Rajeev Srivastava, directeur local du Projet Tigre, les protestations n'étaient pas contre la déclaration d'une zone noyau de 321 km², mais contre la création d'une zone tampon. Environ 350 familles qui vivent dans la zone noyau ont été payées 1 million de roupies (\$20,800), mais celles de la zone tampon ont peur d'être expulsées, explique Srivastava. « Nous n'avons aucune intention de déloger quiconque de la zone tampon. En effet, les personnes habitant cette zone participeront au projet en tant que traqueurs et guides pour l'écotourisme afin d'améliorer leurs moyens d'existence ».

Source: www.planetark.com, 31 décembre 2008.

Conflit à Goma : qu'arrive-t-il à la conservation?



© Pianos Pictures/Sven Torfinn.
Une femme cuisine sous la pluie dans le camp de Kibati IDP en dehors de Goma

Agni Boedhiartono et **Mtangala Lumpu** rapportent des nouvelles d'un site de Moyens d'existence et Paysages au sein du conflit en RDC.

En République Démocratique du Congo (RDC), l'Initiative de l'UICN, Moyens d'existence et Paysages apporte, son soutien au travail d'une ONG locale, *Amis de la Forêt et de l'Environnement pour le Développement* (AFED), basée dans la Province déchirée par la guerre du Nord Kivu. AFED met en place des projets de restauration forestière, de gestion forestière durable et de conscientisation environnementale – travail qui a été énormément affecté par la récente résurgence des conflits dans la région.

Ces projets incluent, par exemple, le développement de pépinières pour la propagation d'arbres fruitiers et de plantes médicinales, et une initiative pour former les populations locales à fabriquer et à utiliser

des foyers améliorés pour réduire le besoin en bois de chauffage. AFED possède un atelier de fabrication desdits foyers améliorés à Kiwanja, une ville au nord-est de Goma, dont 800 familles à Kiwanja en font maintenant usage. Ce projet se trouve au cœur de la zone où le conflit a sévit durant les derniers mois et où ont été réunies des personnes appartenant à de nombreux groupes ethniques différents. Kiwanja a fait la une des journaux en novembre dernier quand des dizaines de milliers de personnes déplacées internes (IDPs pour les sigles en anglais) ont fui les camps de transit par crainte d'une attaque de la milice. Mtangala, le coordinateur de l'AFED rapporte : « Le déplacement des personnes pendant une guerre entraîne une destruction massive de l'environnement.

Les forêts sont envahies, les arbres sont coupés pour le bois de chauffage, les animaux chassés pour la nourriture et même la pépinière d'arbres et les plantations à Kiwanja ont été endommagées. Nos plants ont été volés et notre matériel servant à la fabrication des foyers améliorés a été détruit ».

Malgré la situation conflictuelle difficile dans la région, AFED continue à promouvoir la restauration et la conservation forestières. Cependant, la prise de la zone autour de Goma par des milices a créé des conditions très incertaines et a perturbé les tentatives d'AFED d'aider ces personnes à construire un futur plus certain. En effet, les membres de l'équipe d'AFED ont dû faire passer la survie à court terme avant les besoins de développement et de conservation des communautés à plus long terme. Pourtant, AFED a travaillé à travers des réseaux et des comités locaux pour essayer d'organiser la distribution des aliments et du bois de chauffage aux familles des personnes déplacées dans la région, en s'appuyant sur ses contacts avec des organisations humanitaires internationales et de l'UICN dans ces moments difficiles. Mtangala déclare : « Nous sommes habitués à vivre avec ces pressions quotidiennes depuis de nombreuses années – nous devons continuer à faire ce en quoi nous croyons si nous voulons conserver notre environnement pour nos enfants, parce que si nous ne faisons rien et attendons que la guerre soit finie, il n'y aura plus de forêts et d'animaux à conserver. Et cela signifie que nous serons très malheureux et infortunés, parce que nous sommes très dépendants de notre environnement ».

Une des conclusions les plus poignantes de cette situation tragique est que même dans ces moments de conflits, les populations locales continuent à collaborer et leurs organisations de la société civile, comme AFED, deviennent encore plus importantes. Agni note: « les organisations internationales ont tendance à partir aux premiers signes de problèmes mais c'est maintenant que leurs contributions sont les

(Lire la suite en page 17)

Les réfugiés du Burundi : retour au bercail en plein conflit forestier

Cléto Ndikumagenge, Salvator Ndabirorere et **Etienne Kayengeyenge** analysent les défis d'accueil du grand nombre de réfugiés qui rentrent au Burundi.



Les réfugiés burundais montent dans un camion en Tanzanie pour rentrer chez eux

Etat d'Afrique centrale, le Burundi est l'un des plus petits pays et plus densément peuplés de l'Afrique sub-saharienne (avec une moyenne de 300 habitants au km²). Il a aussi un des niveaux les plus élevés de pauvreté dans le monde. Cette situation exerce de fortes pressions sur les ressources naturelles du pays, pressions exacerbées par les impacts de la guerre et les conflits sociaux. Les terribles massacres perpétrés en 1972 ont engendré d'importants exodes. 300,000 personnes se sont enfuies en Tanzanie, pays voisin ; l'éclatement de la guerre civile en 1993 a ensuite déplacé des centaines de milliers d'autres personnes. Maintenant, avec le retour de la paix, ces réfugiés sont rentrés et cherchent des terres – une denrée rare dans un pays où 90 pour cent de la population vit en zones rurales et où la taille moyenne des terres familiales est de seulement 0.5 hectare.

On estime qu'entre 2000 et 2008, environ 45,000 réfugiés sont entrés au Burundi. Plus de 75 pour cent de ces réfugiés ont essayé de s'établir dans la plaine d'Imbo, sans tenir compte de leurs origines. La plaine offre non seulement des sols fertiles pour l'agriculture (notamment la production d'huile de palme), mais elle est aussi proche du Lac Tanganyika, riche en poissons. Les mouvements vers cette zone rapprochent aussi les retournés de trois importantes réserves forestières - Bururi, Rumonge et Kigwena – où plusieurs déplacées internes (IDPs) de la guerre de 1993 ont trouvé refuge. Ces réserves sont maintenant sérieusement menacées par les invasions et la surexploitation des ressources forestières et pourraient disparaître si une action urgente n'est pas prise.

On doit souligner que plusieurs personnes ont quitté le pays, dans les années 1980, avant que ces réserves et d'autres aires protégées ne soient créées. En effet, la création de plus de 1,100 ha de réserves naturelles dans la commune de Rumonge et à peu près 5,000 ha de plantations de pins dans la commune de Vyanda, a considérablement réduit le nombre de terres agricoles et de pâturage disponibles dans le sud du pays. Un autre facteur important est le nombre de réfugiés qui a pratiquement doublées quarante dernières années d'exil.

De ce fait, le Burundi fait face à un problème apparemment sans solution avec plus de personnes, très peu d'espace et une victime : les ressources naturelles dont dépend la plupart de ses habitants. Cette situation a aussi engendré de violents conflits entre ceux qui cherchent de la terre et ceux qui l'occupent actuellement .

Face à cet afflux massif de personnes, l'administration locale ne peut pas faire grand chose. En effet, elle voit souvent les aires forestières et les réserves comme des « aires libres » sur lesquelles réfugiés retournés au pays peuvent être installés. En général, il existe un manque de vision commune entre les différents départements gouvernementaux sur la façon de gérer les pressions que la population de réfugiés retournés infligent aux ressources naturelles du pays.

Afin de tenter de faire face à la dégradation des réserves forestières dans cette zone, le Comité Néerlandais de l'UICN et l'Initiative Moyens d'existence et Paysages de l'UICN appuient une ONG locale (ENVIRO-PROTEC) qui travaille dans les réserves de Bururi et Kigwena. Ces actions visent à promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles, à offrir des activités alternatives génératrices de revenus et à reboiser les zones dégradées. L'écotourisme pourrait ici avoir un potentiel étant donné qu'il existe une source thermale dans la zone.

Ces activités, bien que minimes par rapport au problème vécu, sont d'importance vitale étant donné qu'elles impliquent les « populations locales » et les nouveaux arrivants dans la recherche de solutions. Le succès de ces projets dépendra d'une réponse adéquate et à temps, non seulement du gouvernement du Burundi mais aussi de la communauté internationale. Leur support est maintenant crucial, étant donné l'urgence de la tâche.

Contactez: Cléto Ndikumagenge, cleto.ndikumagenge@iucn.org
Cléto Ndikumagenge travaille pour le Programme de l'UICN en Afrique Centrale et Occidentale, Salvator Ndabirorere travaille avec le Ministère burundais de l'Aménagement du Territoire et des Forêts ; et Etienne Kayengeyenge est un consultant indépendant qui travaille pour Moyens d'existence et Paysages au Burundi.

Réfugiés dans l'est du Soudan : passer de l'aide d'urgence au développement durable



Une famille et leur propriété de plantation d'arbres dans un camp de réfugiés de l'est du Soudan

Edmund Barrow de l'UICN fait le rapport d'une initiative pour aider les populations réfugiées et leurs communautés d'accueil à planifier leur avenir.

Durant près de 40 ans, le Soudan a abrité des réfugiés. De nombreuses personnes ont fui le conflit en allant vers les pays voisins, en particulier l'Éthiopie et l'Érythrée et se sont installées dans l'Est du Soudan. À son point culminant en 1985, la population réfugiée qui rentrait dans le pays était près de 1.1 million, et aujourd'hui, l'Est du Soudan compte encore autour de 100,000 réfugiés. Installer autant de personnes dans un cadre écologiquement fragile a engendré des problèmes considérables – pas seulement en terme de leur impact sur l'environnement physique, mais aussi sur le tissu économique et régional.

Les réfugiés ont besoin de beaucoup de ressources naturelles pour les aider à reconstruire leur vie, bien que ce soit une vie temporaire, dans leur zone d'accueil.

Fournir du bois de chauffage, du bois pour la construction et l'accès à la terre pour l'agriculture, peut avoir un coût environnemental important – y compris l'érosion, la dégradation forestière et la pollution présente dans l'Est du Soudan. Les conflits actuels ont de sérieux impacts sur l'environnement, mais l'impact sur les zones d'accueil des réfugiés du conflit peut se faire sentir à beaucoup plus long terme et augmenter. Cet impact est souvent beaucoup plus nuisible.

La Corporation Nationale Forestière (FNC pour les sigles en anglais) du gouvernement du Soudan et le Commissariat Soudanais des Réfugiés (COR), conjointement avec l'UNHCR et l'UICN (avec l'influence additionnelle de l'Initiative Moyens d'existence et Paysages de l'UICN), ont

piloté et placé au centre du débat des travaux de restauration environnementale innovants dans les zones d'accueil des réfugiés. L'approche se concentre sur l'engagement des réfugiés et des communautés locales à définir leurs besoins à travers des Plans de Gestion Environnementale Communautaire (CEMP pour les sigles en anglais) et la planification de l'utilisation des terres. Ce processus permet de faire la transition de l'assistance humanitaire et d'urgence à un développement durable de plus long terme.

L'UICN a débuté ce processus de CEMP en 2005, avec l'UNHCR, FNC et COR, et neuf aires communautaires qui abritent des réfugiés dans l'est du Soudan. Pour chaque aire communautaire, les facilitateurs communautaires sont sélectionnés au sein du camp de réfugiés et de la communauté locale, en s'assurant que les femmes sont tout autant représentées que les hommes. Ils sont aidés par l'équipe de FNC et reçoivent une formation de base sur la façon de faciliter le processus de CEMP. Les communautés font ensuite des cartes de leur environnement et produisent une vision du futur qu'elles souhaitent. Ceci mène ensuite à une discussion sur comment atteindre au mieux leur vision en solutionnant les problèmes identifiés et en mettant en place tant des activités de court terme que de long terme. Bien que l'approche du CEMP ait essentiellement pour objectif les problèmes environnementaux, beaucoup d'autres problèmes sont soulevés et cela peut être une base pour mener à bien d'autres travaux, par exemple en relation avec l'infrastructure, la santé et la gestion de l'eau.

Le processus CEMP a complété d'autres activités de restauration plus formelles. La FNC a appuyé la reforestation de plus de 22,000 ha de forêts sèches, ainsi que la promotion de l'agroforesterie et la distribution de grandes quantités de fours pour améliorer la cuisson des aliments. Ceci a été accompli avec des financements considérables de l'UNHCR. Le résultat du processus CEMP a modifié l'attention vers l'action communautaire et la restauration, avec un accent sur les forêts communautaires et la propriété locale. C'est un processus plus lent, mais au bout du compte plus durable sur le long terme.

Les problèmes environnementaux

(Lire la suite en page 17)

La conservation des gorilles et la résolution de conflits : un bon mélange ?

Jamie Gordon du Programme de Conservation des Forêts de l'UICN parle avec **Anne Hammill** de l'IISD des résultats d'une étude de l'IISD sur les impacts du Programme International de Conservation des Gorilles liés aux conflits.

Votre analyse se base sur un travail dans une des régions les plus conflictuelles du monde – la région de Virunga/Bwindi en RDC, Uganda et Burundi. Avez-vous déjà été tenté de conclure que la conservation dans une région comme celle-ci est tout simplement trop compliquée et qu'il vaut mieux dépenser les ressources ailleurs ?

Notre travail de terrain dans les Virungas nous a sans aucun doute aidé à prendre conscience de la magnitude et de la complexité des problèmes dans la région, mais je ne peux pas dire que j'ai déjà pensé que la conservation était une cause perdue. Il y a sûrement eu des moments où nous avons senti que notre travail atteignait à peine la surface de ce qui était vraiment nécessaire pour avoir une incidence sur le changement durable et réel dans les Virungas – et c'est certainement le cas ! - mais nous nous rappelons aussi que nous faisons partie d'un effort beaucoup plus ample. Aucune organisation, projet ou approche ne seront suffisants.

Le maintien de la paix et la conservation de la biodiversité sont un tandem attrayant – qui pourrait être contre l'un d'eux ? Mais il me semble que nous demandons déjà beaucoup à nos paysages forestiers – conserver la biodiversité, assurer des revenus pour les populations locales, maintenir les réserves d'eau, séquestrer et entreposer le carbone. Le maintien de la paix est-il un service écosystémique de trop pour la complexe poursuite de la conservation forestière ?

Je ne pense pas, parce que le potentiel est inhérent et dans certains cas, déjà réalisé. Tous ces services écosystémiques que vous citez qui proviennent des paysages boisés ont un rôle à jouer dans la construction de la paix, que ça soit aux niveaux local, national ou régional. Nous n'attendons pas que les défenseurs des ressources naturelles à eux seuls soient agents ou garants de paix, en particulier dans des situations aussi complexes et intractables que celles que nous voyons dans les Virungas. Dans le travail que l'IISD est en train de réaliser, nous demandons aux défenseurs de la nature de reconnaître qu'ils peuvent avoir un rôle à jouer dans la construction de la paix, et qu'ignorer ce rôle peut même porter atteinte à leur travail. Que les défenseurs de la nature le voient ou pas, leur travail est déjà orienté vers la gestion des conflits, étant donné qu'il s'agit de qui accède à quelles ressources dans quels intérêts. Dans les zones de conflit,



A gorilla troupe in the transboundary Virunga/Bwindi region

cette dynamique a le potentiel de déstabiliser ou de consolider la paix – nous l'avons vu aller dans ces deux directions durant notre travail dans le Rift d'Albertine. Les défenseurs de la nature doivent construire à partir de leurs capacités actuelles comme gestionnaires de conflits de façon à ce que – au moins - si un impact de leur travail exacerbe les conflits, qu'ils soient minimisés, et que les opportunités de résolution et de prévention des conflits soient maximisées. Ce que l'on doit garder en tête c'est qu'il s'agit autant d'atteindre des objectifs de conservation que de contribuer de façon plus ample à la construction de la paix.

Le massacre de sept gorilles dans le Parc National de Virunga en RDC en 2007 illustre-t-il une atteinte à l'encontre du travail de conservation dans des situations de conflits – la valeur que la conservation attache aux espèces cibles veut-elle dire que ces animaux peuvent devenir un objet de négociation au moment d'un jeu politique complexe ?

Je pense que c'est un fait acquis que dès vous assignez une valeur à quelque chose, que ce soit en termes culturel, économique, de conservation (ou autre), il existe le risque que quelqu'un lui assignera une contre-valeur, ou utilisera votre évaluation afin d'en profiter de façon contraire à votre intention. Ce n'est pas un problème qui se limite à la conservation. Cependant, bien qu'il soit théoriquement

(Lire la suite en page 17)

Les racines entremêlées du conflit forestier

Wil de Jong du Centre Universitaire de Kyoto pour les Études d'Aires Intégrées examine les causes et les impacts des conflits violents dans les aires

Les forêts ont joué un rôle dans les conflits violents depuis aussi longtemps que les hommes font la guerre. Les dirigeants ont utilisé le bois pour construire des bateaux ou fondu du fer pour fabriquer des armes. Les armées se sont battues, des ennemis se sont cachés dans les forêts. Le rôle des forêts dans les guerres civiles n'a pas diminué depuis ces temps. Les armées utilisent toujours du bois, comme au Cambodge durant les années 1990, les forces du gouvernement et les Khmers Rouges ont acheté des armes avec des revenus du bois pour se battre les uns contre les autres¹. Quand Charles Taylor a pris le pouvoir au Libéria et a pris le contrôle de l'industrie forestière, le secteur est monté en flèche en 1999 pour représenter 50 pour cent de la contribution des exportations du pays. Les groupes d'opposition ont pris leurs parts lorsqu'ils ont extorqué les bénéfices de cargaisons de bois².

Les forêts constituent toujours des lieux où les factions en conflit organisent leurs batailles et se mettent à l'abri des persécutions. Elles constituent aussi des lieux où les personnes fuient la guerre elle-même. En Colombie, au Pérou, au Myanmar et dans plusieurs pays africains, les insurgés établissent leurs camps et organisent leurs opérations dans des franges forestières. Pendant qu'ils y sont, ils construisent des liens proches avec la production de cultures illicites, coca et pavot, étant donné qu'ils extorquent de l'argent aux producteurs et aux trafiquants et en retour les protègent de la police et des militaires.

Les milliers de réfugiés qui fuient les guerres civiles ou la persécution font partie des groupes les moins chanceux. Un million de Hutus a fui le Rwanda vers l'est du Zaïre durant les années d'agitation et s'est installé sur des terres forestières peu habitées, ce qui a généré une grande pression sur la faune et la flore. Certaines des victimes ont été les gorilles des montagnes dans le Parc National de Virunga. La protection du parc

Les forêts constituent toujours des lieux où les factions en conflit organisent leurs batailles et se mettent à l'abri des persécutions. Elles constituent aussi des lieux où les personnes fuient la guerre elle-même.

était plus qu'un défi durant les conflits successifs. C'est seulement en octobre de cette année que le siège du parc a été pris d'assaut par les forces insurgées, forçant plus de 50 gardiens à fuir dans la forêt.

La pression sur les forêts est souvent déplacée, quand les réfugiés quittent leurs terres pour aller augmenter la pression sur les ressources naturelles ailleurs.

Certains observateurs soutiennent que le conflit violent protège en fait les forêts de l'exploitation. Le Zaïre, le Mozambique, le Pérou et l'Amérique centrale confirment cet argument, étant donné que dans tous ces cas, le secteur forestier était largement inexistant durant les guerres civiles. Cependant, le bilan final de ces conflits est largement négatif. La pression sur les forêts est souvent déplacée, quand les réfugiés quittent leurs terres pour aller augmenter la pression sur les ressources naturelles ailleurs. Après la fin des guerres civiles, les factions belligérantes sont récompensées par des terres pour leurs membres, souvent dans des zones forestières riches. Et un vide institutionnel s'en suit, dans lequel les forêts deviennent une ressource gratuite pour tout le monde, tandis que la législation forestière et sa mise en application prennent du temps à récupérer.

Un débat controversé a lieu au sein des experts en sécurité concernant les conducteurs principaux des conflits violents, spécialement depuis les années 1990. Une position soutient que l'avidité explique la majorité des guerres civiles depuis la fin du 20ème siècle, car une importante corrélation entre les guerres civiles et l'abondance des ressources naturelles est observée. L'argument opposé est que le ressentiment est le principal moteur des guerres civiles contemporaines. Le débat est de haute importance car l'explication de l'avidité criminalise les insurgés, et éloigne l'attention des besoins sociaux et politiques.

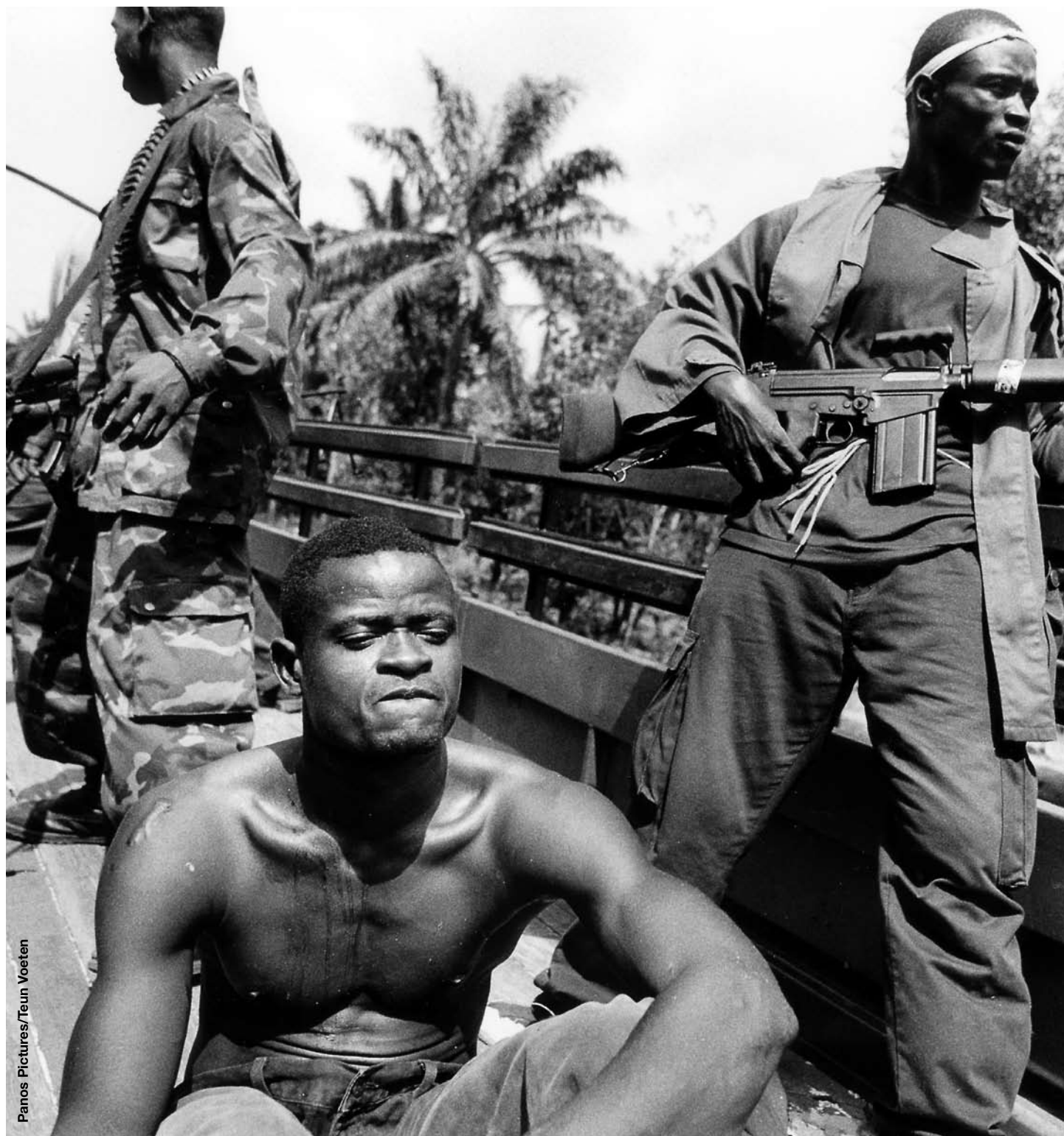
Les forêts et les cas de conflits violents fournissent d'importantes preuves empiriques pour le débat. Les preuves dans la plupart des cas sont difficiles à démêler. Les factions en conflit ont besoin de fonds pour soutenir leur cause, et au sein des forêts elles se tourneront vers les diamants, le bois, les gorilles, la coca et le pavot. Cependant, une analyse détaillée des cas de conflits violents autour des forêts, comme au Liberia, en Sierra Leone, au Myanmar, en Amérique centrale et au Pérou, montrent que les conflits sont le résultat de décennies d'appropriation frauduleuse et d'abus de l'élite politique, des classes dominantes ou des groupes ethniques.

Bien que plusieurs des guerres forestières auxquelles nous faisons référence ici aient été résolues, d'autres continuent ou pourraient ré-émerger. Ce n'est pas qu'une hypothèse de penser que dans les prochaines décennies, une nouvelle lutte pour le contrôle de la forêt et des terres forestières

(Lire la suite en page 17)

Combat de jungle: qu'est-ce qui vient après?

David Kaimowitz de la Fondation Ford s'exprime sur les récents conflits forestiers et les problèmes que peut amener la paix.



Panos Pictures/Teun Voeten

Des soldats en Sierra Leone transportent un prisonnier à la prison, tout en cherchant d'autres rebelles qui se cachent dans la forêt

On ne les appelle pas des « combats de jungle » pour rien.

Lorsque les forces de l'ancien Général de l'Armée Laurent Nkunda sont entrées dans le Parc National de Virunga dans l'Est du Congo en octobre 2008, les 53 gardes du parc ont été obligés de fuir en laissant les 200 gorilles de montagne sans protection. L'incident a provoqué un rappel brutal de la violence endémique et de l'anarchie qui touchent de nombreuses forêts et la nécessité que les environnementalistes s'attaquent à ces problèmes.

Concrètement, des douzaines de pays ont fait l'expérience de conflits armés dans leurs régions forestières dans les années 1990. La liste est plutôt accablante: Angola, Bangladesh, Bosnie, les deux Congo, Cambodge, République Centrafricaine, Colombie, Guatemala, Inde, Indonésie, Liberia, Mexique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Pakistan, Pérou, Sierra Leone, Sénégal, Sri Lanka, les îles Salomon et Soudan – entre autres.

Chaque conflit a sa propre histoire, sa raison d'être et ses causes, qui ont souvent peu de choses à voir avec les forêts. Cependant, les niveaux élevés de violence démesurée dans les aires forestières ne sont pas une coïncidence. On ne les appelle pas des « combats de jungle » pour rien. Si l'on retourne en arrière, bien avant que Robin des Bois ne sillonne les montagnes de la Forêt de Sherwood, les bandits et les insurgés ont toujours trouvé dans les forêts de bons endroits où se cacher. Les minéraux et le bois en conflit des régions forestières ont été utilisés pour financer les opérations militaires au Cambodge, au Libéria et en RDC. Depuis le triangle du Burma jusqu'à la province Frontière Nord-Ouest du Pakistan et la Côte Misquito de l'Amérique Centrale, les régions forestières fournissent quelques uns des derniers refuges pour les populations indigènes et les groupes tribaux, lesquels ont plus que leur part de plaintes légitimes et de ressentiments de longue date.

Les gouvernements ont toujours trouvé très difficile d'étendre leur action aux forêts. On y rencontre peu de services publics et personne n'observe les lois officielles sur la propriété. L'unique véritable loi est la loi de

la jungle. Les riches fermiers et les propriétaires de ranchs, les compagnies minières, les paysans, les commerçants de bois, les peuples indigènes et les groupes de conservation veulent tous une part des actions.

Néanmoins, les dernières années ont vu la fin d'un nombre remarquable de ces conflits armés. Les victoires militaires ont entraîné des paix difficiles en Angola, au Cambodge, au Liberia et au Pérou, tandis que les négociations de paix ont aidé à pacifier l'Aceh, la région Casamance du Sénégal, le Guatemala, le Mindanao, le Myanmar, le Népal et le Sud du Soudan. Certes, les conflits armés continuent dans les forêts de Colombie, certaines zones de l'Inde rurale, la frontière du Pakistan et de l'Afghanistan, et d'autres endroits, mais, ils sont beaucoup moins fréquents qu'il y a quelques temps.

La paix a été profitable aux populations et à l'économie, mais son impact sur les forêts a été finalement plus mitigé. Les conflits armés ont clairement eu de nombreux effets négatifs sur les forêts. Les projets environnementaux dans les régions forestières ont été plus difficiles à mettre en place. Beaucoup d'animaux sauvages ont été mangés par les combattants. Les armées ont construit des routes et déboisé des forêts. La concentration de réfugiés et de personnes déplacées près des forêts ont une grande influence sur les ressources naturelles aux alentours. Mais c'est aussi vrai que les conflits armés ont aussi maintenu beaucoup de paysans, de commerçants de bois et de miniers hors de la forêt, et dans plusieurs cas, ces groupes ont abandonné des régions entières, ce qui a permis aux forêts de se régénérer.

De la même manière, dans beaucoup de pays, la récente diminution des violences a rouvert des zones forestières à la colonisation agricole, la spéculation foncière et la coupe non-durable. Les gouvernements ont réinstallé les anciens combattants et déplacé des populations dans des forêts qu'ils considèrent « inhabitées ».

Ces groupes se sont mis à la coupe de bois illégale et au braconnage pour survivre. De plus, les agences internationales ont financé par inadvertance, ou pour le moins favorisé des activités qui ont augmenté la pression sur les forêts.

Certaines des histoires peuvent avoir des fins heureuses. Le Liberia a fait un pas important pour s'assurer que les profits de la vente du bois ne soient plus utilisés pour financer l'agression militaire et la domination autoritaire, et la nouvelle Loi nationale sur les Droits Communautaires devrait donner aux communautés rurales une plus grande part dans l'économie. Les négociations de paix entre le gouvernement sandiniste du Nicaragua et les insurgés Miskitu dans les années 1980 ont abouti à une étape importante de législation sur l'autonomie régionale pour la côte atlantique de ce pays. Le nouveau gouvernement du Népal semble sérieusement engagé à prendre en compte les demandes historiques des communautés forestières isolées.

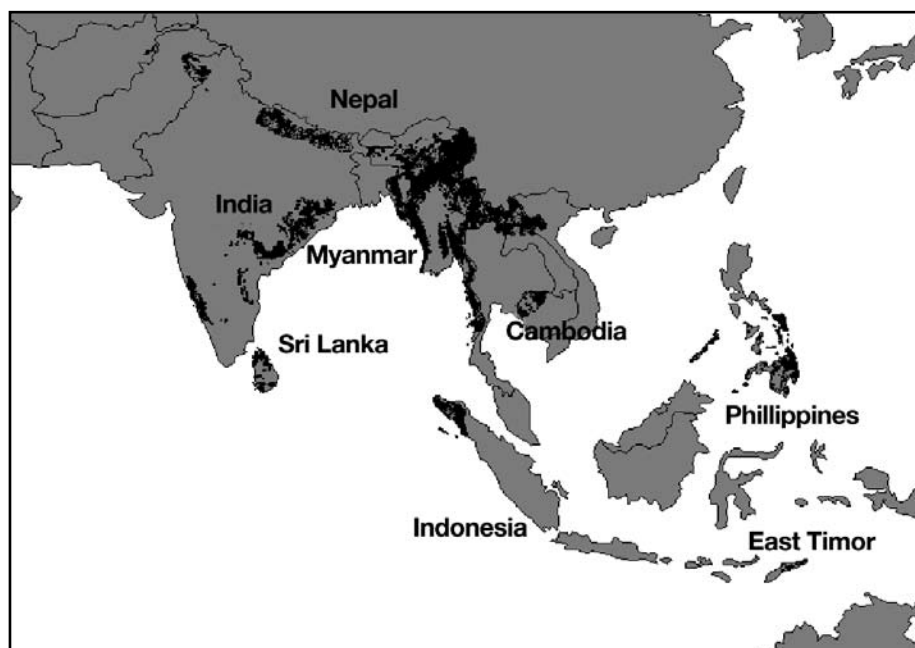
Mais, dans beaucoup trop de cas, les choses ne vont pas si bien. Et, à moins que les agences internationales, les gouvernements nationaux et les organisations de la société civile n'abordent les problèmes de faible gouvernance et les préoccupations des populations locales au sein des régions forestières, le résultat ne sera pas seulement désastreux pour les forêts, mais sèmera aussi les graines pour de futurs conflits.

Des droits culturels, sociaux et économiques plus importants pour les populations tribales et indigènes dans les régions forestières pourraient permettre une paix plus durable dans beaucoup de pays tropicaux. Cela pourrait aussi fournir une base plus solide pour les efforts de conservation et de formes de gestion forestière durable. Pour que les efforts post-conflits soient à la hauteur des espérances, ils devront aborder les causes sous-jacentes des conflits, y compris la distribution injuste et inéquitable

(Lire la suite en page 17)

Les riches fermiers et les propriétaires de ranchs, les compagnies minières, les paysans, les commerçants de bois, les peuples indigènes et les groupes de conservation veulent tous une part des actions.

Gérer les conflits liés aux forêts



Les zones de conflits forestiers en Asie, 1990-2004 (Source: De Koning et al. 2008¹)

Ruben de Koning du PNUD analyse ce qui permet la gestion efficace du conflit forestier.

Depuis 1990, environ un cinquième des forêts tropicales du monde se situe dans des zones de conflits armés étendus sur plus de trente pays. Les pays comme la RDC, la Colombie, le Myanmar et l'Inde contribuent le plus à la superposition entre forêts et zones de conflits armés. Les luttes intercommunautaires et les manifestations populaires sont répandues dans les forêts des pays comme le Brésil, l'Indonésie et le Mexique mais ne sont pas classées comme conflits armés d'après la plupart des définitions.

Bien que les conflits forestiers ne soient pas *nécessairement* liés à la forêt ou à sa gestion, dans la plupart des cas, ils le sont. Souvent, ils sont le produit d'une profonde pauvreté et de la négation des droits sur les ressources locales, caractéristiques de zones éloignées du pouvoir gouvernemental et de l'investissement social. La coupe de bois n'est souvent pas réglementée, détruit les moyens d'existence locaux et finance parfois les combats militaires des groupes armés.

Les politiques forestières ont un rôle crucial à jouer dans l'atténuation des conflits et dans la promotion d'une gestion équitable et durable en éclairant, négociant,

documentant, enrichissant tout en faisant respecter les droits et les responsabilités des différentes parties et en réduisant le contrôle de l'État central sur les ressources utilisées localement. La décentralisation de la gestion forestière aux autorités locales et la gestion communautaire des ressources naturelles (CBNRM pour les sigles en anglais) sont considérées comme cruciales pour atténuer les conflits locaux et réduire le risque de violence.

Les forestiers et les chercheurs ont essayé ces dernières années de superviser et d'améliorer le potentiel d'atténuation des conflits de la décentralisation/des politiques de CBNRM. Mais, dans la plupart des cas, la décentralisation semble faire autant partie de la cause des conflits locaux que de la solution. Les problèmes de frontières entre les entités de gouvernance deviennent soudainement saillants et les parties prenantes locales ayant du pouvoir capturent souvent le processus, spécialement quand les droits d'extraction du bois et la gestion des revenus y étant liés sont décentralisés.

Il existe de nombreuses stratégies de gestion des conflits forestiers qui doivent dépendre

des circonstances spécifiques locales et nationales. La recherche appliquée et les interventions de renforcement des capacités expérimentées au cours des dernières années révèlent certains éléments de succès qui paraissent possibles de répliquer dans des situations similaires. Trois de ces éléments sont mentionnés ici.

Premièrement, au lieu de la *médiation neutre*, qui a pour objectif de résoudre le problème en établissant un accord entre les groupes d'intérêts en compétition, la *négociation sociale* s'avère plus fructueuse sur le long terme étant donné qu'elle se concentre sur le renforcement des processus de collaboration, d'échanges d'informations et de communication entre parties prenantes ; à travers ceux-ci ils peuvent ensemble identifier les opportunités et apprendre des impacts de leurs actions².

Deuxièmement, en plus d'améliorer les politiques et les cadres législatifs pour la gestion décentralisée des ressources, il y a aussi un besoin de renforcer les capacités des parties prenantes (c'est-à-dire les parties en conflit) et mettre au clair leurs devoirs et leurs responsabilités – *avant* que les droits ne soient rendus. De cette façon, ils sont capables de faire face aux conflits adéquatement une fois que la situation se pose³.

Troisièmement, en tenant compte de la distribution inéquitable des ressources socio-économiques, sociales et institutionnelles entre les acteurs en conflit, la gestion du conflit devrait aider à mettre tout le monde sur le même pied d'égalité en construisant les capacités des groupes les plus désavantagés à mobiliser et déployer des ressources clés. C'est ici que les atouts comme la connaissance, la crédibilité, l'information sur les potentiels alliés et les capacités de communication sont cruciales. La prise de pouvoir entraînera aussi, entre autres choses, le renforcement des capacités pour faciliter le dialogue multi acteurs, l'utilisation efficace des médias, et établir un cas *prima facie*⁴.

¹ De Koning, R.G., Yasmi, Y., Capistrano, D and Cerutti, P. (2008) *Forest related conflict: impacts, links and measures to mitigate*. Rights and Resources Initiative

Outils pour résoudre les conflits forestiers

Mary Melnyk et Cynthia Brady de l'USAID font un compte rendu des efforts pour résoudre les conflits forestiers en Asie et en Afrique.

Tout comme les conflits sur les diamants, les ressources forestières ont été utilisées dans plusieurs pays d'Asie et d'Afrique pour financer la guerre et d'autres formes de conflits violents. De plus, la rivalité pour le bois et d'autres produits forestiers est aussi commune au sein de plusieurs groupes, y compris l'élite politique, les militaires et les communautés qui dépendent des forêts. Seulement, au Cambodge, environ 1.7 millions de personnes ont été déplacées par l'extraction de ressources et ont été victimes de violence entre 1994 et 2004. Ces chiffres augmentent et des situations similaires prévalent dans les forêts tropicales du monde. Si aucune action n'est prise, les pratiques conflictuelles et non durables continueront à mettre des millions de personnes face à davantage de risques de pauvreté et de violence.

En 2002, l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) a commencé à analyser les conflits forestiers et a produit le rapport *Conflict Timber: Dimensions of the Problem in Asia and Africa* (Conflit autour du bois : Dimensions du Problème en Asie et en Afrique). L'USAID vient juste de terminer son rapport final, *Forest Conflict in Asia: Causes, Impacts and Management* (Conflits forestiers en Asie : Causes, Impacts et Gestion), qui résume des études de cas et des informations de cinq pays en Asie : Cambodge, Indonésie, Népal, Philippines et Sri Lanka.

En Asie, L'USAID travaille à résoudre les conflits en aidant les communautés pauvres à gagner la reconnaissance de leurs droits sur les forêts et en apportant leur soutien aux formations sur la résolution de conflits qui rassemblent des représentants de la société civile, du gouvernement et du secteur privé. Aux Philippines par exemple, les efforts pour atténuer le conflit et respecter les croyances traditionnelles et religieuses locales dans la Région Autonome du Mindanao Musulman, a eu pour résultat la Loi sur la Gestion Forestière Durable Régionale (RSFMA pour les sigles en anglais). Informée par de vastes consultations locales, la RSFMA incorpore les principes trouvés dans les lois coutumières et islamiques, ainsi que sur des approches communautaires, participatives et multi sectorielles de la gestion forestière durable. De plus, un livre intitulé *Al Khalifa* (Le Régisseur) a été développé sur la protection et la conservation environnementales depuis la perspective de



USAID aide les communautés à cartographier leurs aires forestières comme un pas vers la résolutions des conflits

Seulement, au Cambodge, environ 1.7 millions de personnes ont été déplacées par l'extraction de ressources et ont été victimes de violence entre 1994 et 2004.

l'Islam.. Ces activités ont renforcé les sources locales de résilience institutionnelle et sociale, amélioré la gouvernance locale et uni des groupes antérieurement fractionnés autour des bénéfices de la bonne gouvernance environnementale à travers la participation des parties prenantes dans les décisions de gestion des ressources et de l'environnement.

En Afrique, l'USAID aborde les conflits liés aux ressources et au foncier dans plusieurs points chauds de conflits y compris la République Démocratique du Congo (RDC), le Soudan, le Rwanda et le Kenya. Par exemple, dans le Parc National de Virunga, au cœur de l'Est explosif de la RDC, l'USAID aide les parties prenantes à confronter des défis complexes qui naissent des problèmes comme la dégradation environnementale, le braconnage, les invasions, la pêche abusive et les demandes de terres conflictuelles. Pendant que la RDC s'efforce d'obtenir la paix et la stabilité, l'USAID/CARPE (Programme Régional de l'Afrique Centrale pour l'Environnement) concilie les objectifs de gouvernance, de sécurité et d'environnement en appuyant le Projet de Conservation de Virunga de la Société de Conservation de la Faune et de la Flore qui a rassemblé les responsables des douanes, de la police et de l'armée pour travailler ensemble pour la réduction des conflits et l'amélioration de la conservation. Sur la base de ce travail, l'USAID a étendu les connaissances et les outils pour la résolution des conflits à des zones vulnérables additionnelles, comme le Parc National de Kahuzi Biega et la Réserve Communautaire de Itombwe.

(Lire la suite en page 17)

Les Indiens isolés fuient le contact et le conflit



Un groupe d'indiens isolés photographiés durant un survol en Avril

José Carlos dos Reis Meirelles Jr. et Marcelo Piedrafita Iglesias font un rapport sur comment l'exploitation forestière illégale et le conflit en Amazonie péruvienne forcent les populations isolées à s'enfuir de l'autre côté de la frontière du Brésil. Un groupe d'indiens isolés photographiés durant un survol en Avril

Sous l'auspice du programme d'aménagement du territoire écologico-économique de l'État brésilien de l'Acre, un corridor continu de conservation, formé par neuf territoires indigènes ainsi que par le Parc National Chandless, sert de territoire permanent aux populations indigènes isolées pour y vivre et/ou l'utiliser. Cette vaste zone qui couvre un peu plus de deux millions d'hectares, est située le long de la frontière avec le Pérou et est habitée par probablement la plus grande partie de personnes isolées en Amazonie brésilienne.

La politique de la Fondation Nationale de l'Indien au Brésil a été de protéger ces

groupes isolés des contacts extérieurs en démarquant et protégeant leurs territoires. Durant deux décades, le Front de Protection Ethno-environnementale de la Rivière Envira (FPERE) a apporté son soutien à cette politique de protection en surveillant l'emplacement de quatre populations isolées dans une partie de cette région frontalière. Dirigé par le *sertanista* ou spécialiste des Indiens José Carlos dos Reis Meirelles, le FPERE opère depuis deux stations de surveillance permanentes, mènent des expéditions terrestres régulières et réalisent des survols pour cartographier la distribution spatiale et les mouvements des Indiens isolés et estimer leur croissance de

population. Des inspections systématiques des frontières des territoires indigènes ainsi que des efforts de conscientisation de ceux qui vivent dans les zones alentour sont également effectuées pour aider à prévenir l'intrusion des chasseurs et des pêcheurs.

Un survol à la fin du mois d'avril 2008 a établi que trois de ces groupes sont répartis sur trois différents ensembles de village composés de 75 huttes, qu'ils ont d'amples aires défrichées de cultures diversifiées et utilisent des aires extensives de forêts pour la chasse et la cueillette.

Durant les trois dernières années, une nouvelle situation s'est développée du côté péruvien, qui a de graves implications sur la survie des groupes isolés des deux côtés de la frontière. Les activités d'exploitation forestière illégale se sont intensifiées à divers endroits des trois réserves de populations indigènes isolées au Pérou ainsi que dans le Parc National de l'Alto Purus et de la Réserve Nationale du Purus, correspondant à une aire d'environ 4.2 millions d'hectares. La coupe illégale de bois a augmenté depuis la politique de concession forestière initiée par le gouvernement péruvien en 2001, et au cours des dernières années à cause de l'installation de la compagnie forestière Forestal Venao SRL. Les impacts sur les Indiens isolés qui vivent dans ces aires de réserves incluent des raids, des contacts forcés, des restrictions territoriales, des maladies, des conflits avec des communautés indigènes et même du travail forcé. Au cours des deux dernières années, la migration d'une tribu isolée sur le territoire de l'Acre est directement liée à ce problème de coupe illégale et des conflits y étant associés. En Septembre 2008, des flèches de chasse découvertes près d'un poste de surveillance du FPERE ont révélé être différentes de celles utilisées par les groupes isolés du côté du Brésil, ce qui prouvent encore la fuite des groupes péruviens.

Le lancement imminent de prospections de gaz et de pétrole du côté péruvien, concédés à Petrobras Energia Peru S.A., va sûrement entrainer de nouvelles menaces pour les territoires, les modes de vie des Indiens isolés et peut-être de nouvelles migrations vers les territoires indigènes du côté brésilien. Ceci à son tour pourrait de nouveau attiser des confrontations armées entre les Indiens qui fuient et les groupes résidant du côté brésilien, confrontations

(Lire la suite en page 18)

Thaïlande: l'insurrection interrompt un groupe de conservation primé



La population Kalor a arrêté ses activités de conservation quand il s'est avéré dangereux de rentrer dans la forêt

Somsak Sukwong, ancien Directeur du Centre de Formation Régional en Foresterie Communautaire (RECOFTC) à Bangkok, décrit comment le conflit a affecté les efforts de conservation communautaire.

Aujourd'hui, si l'on rentre dans la Province de Pattani dans le sud de la Thaïlande, des rouleaux de fils barbelés et des officiers de police et de militaires armés sont repérables tout le long du chemin jusqu'aux provinces de Yala et de Narathiwat à la frontière avec la Malaisie. Les postes de contrôle ne sont pas seulement un problème pour ceux qui veulent vivre paisiblement leur vie, mais sont aussi un signe du conflit qui a interrompu le travail de conservation.

Pendant de nombreuses années, le groupe de conservation de la forêt de Kalor à Pattani a été un exemple reconnu des efforts de conservation communautaire. En 1999, le groupe a reçu l'un des premiers Prix de la Durabilité Mondiale « *Green Globe Awards* », (pour la conservation de 4,500 ha de forêt communautaire dans le Bassin de la Rivière Saiburi. Ce prix a été initié par l'Autorité Pétrolière de Thaïlande pour

honorer et appuyer les communautés, les individus et les groupes de jeunes qui se sont engagés dans la conservation et la réhabilitation de l'environnement et des ressources naturelles. La forêt communautaire, vieille de plusieurs siècles, est vitale pour le village (source d'eau pour la culture du riz et la production de gousses du fruit de parkia, de cardamome et d'autres produits forestiers qui poussent tout au long de l'année). Pour gérer la forêt, la communauté a mis en place un groupe de patrouille forestière volontaire, et s'est mise d'accord sur des règles de village pour contrôler l'utilisation de la forêt.

Il y a peu près un an, il a été suggéré que le groupe soit nommé pour le « Prix de Cinq Ans de Durabilité » pour les gagnants du « *Green Globe Award* » qui ont continué leurs efforts durant cinq années. Cependant, le groupe a refusé la nomination car la forêt

communautaire traditionnelle et les autres activités de conservation se sont terminées en 2005. Asae Ebuhamma, l'ancien dirigeant du Groupe de Conservation Forestière, a expliqué que l'activité de conservation forestière dans le village s'est terminée à cause de l'insurrection dans la zone. Les membres du groupe avaient discuté de la situation entre eux et conclu que leurs activités devaient être interrompues parce qu'ils risquaient d'être pris pour cible par des personnes étrangères dans la forêt. Les activités de patrouilles forestières et d'inventaire forestier ont donc été interrompues.

Actuellement, à cause de l'absence de surveillance de la forêt de Kalor, certaines parties risquent d'être envahies, étant donné la promotion répandue des plantations de palmiers à huile dans le Sud de la Thaïlande.

(Lire la suite en page 18)

Les Shuars et l'exploitation minière : deux logiques contradictoires



Un homme Shuar tisse un panier pour porter du manioc

Santiago Kingman de la Fondation Natura examine comment un conflit minier est sur le point d'éclater en Amazonie équatorienne.

À l'Est des Andes se dresse la chaîne de montagnes du Condor, une petite succession fragmentée de collines couvertes par plus de 1,500,000 hectares de forêt amazonienne en patchwork. Ces montagnes sont partagées entre l'Équateur et le Pérou suite aux Accords de Paix de 1998 qui ont défini la frontière internationale le long des sommets de la chaîne du Condor.

Parallèlement, la démarcation a aussi maintenu la fragmentation de la gestion de l'écosystème et la division de la population Shuar dont le territoire et les liens familiaux s'étendent des deux cotés de la frontière.

Durant le vingtième siècle, les Shuars ont vu leur territoire originel diminué à cause de la réimplantation des paysans métis provenant des hautes terres surpeuplées, par le gouvernement équatorien. En 2002, 45 centros Shuars (ou communautés) dans la région Nord du Condor ont décidé de protéger et d'intégrer leur territoire. Ainsi, 200,000 hectares dont 186,000 sont des terres forestières, ont été placées sous la protection d'un corps politique dénommé Peuple Shuar Arutam.

Avec le support technique de la Fondation Natura, cette

Les Shuars considèrent la forêt comme la base de leur culture et de leur survie. En effet, les moyens d'existence Shuar sont basés sur plus de 240 espèces de faune et de flore.

organisation a travaillé pour développer des règles d'utilisation des ressources naturelles (y compris l'exploitation du bois) et de coexistence sociale basées sur les traditions et coutumes des Shuars. Environ 160,000 hectares ont été mis de côté pour la conservation forestière et le reste de l'aire a été assigné aux vergers traditionnels, aux habitations et aux aires de faible pâturage et d'agroforesterie qui ont été divisées entre les mille familles situées dans la zone. Les Shuars considèrent la forêt comme la base de leur culture et de leur survie. En effet, les moyens d'existence Shuar sont basés sur plus de 240 espèces de faune et de flore. Les Shuars ne se perçoivent pas comme des gens pauvres, mais plutôt comme un peuple fier d'être autonome qui ne veut pas être un poids pour l'État. Cependant, en 2002, les intérêts étrangers ont brisé leurs rêves et leurs modes de vie.

Des gisements ont été trouvés dans la zone et le gouvernement équatorien a approuvé une loi qui était extrêmement clément envers les compagnies minières, mettant ainsi les revenus du pays, les gisements et la gestion des impacts en grand danger et en concentrant les concessions minières entre les mains d'une poignée de compagnies canadiennes (actuellement Kingcross et Ecuacorriente). Les Shuars ont protesté, en occupant quatre camps d'exploration en 2006-2007, et ont présenté une proposition qui demandait au gouvernement d'interdire toutes les activités minières de leur territoire (les concessions couvrent 30% de leurs terres), mais toutes les tentatives de dialogue ont échoué.

Le gouvernement travaille actuellement sur une nouvelle loi minière sans avoir consulté ni les communautés affectées ni le Peuple Shuar Arutam. L'objectif principal du nouveau gouvernement est d'augmenter les revenus pour les activités de développement, en croyant que l'argent résoudra tous leurs problèmes. Le gouvernement estime que les préoccupations sur les impacts et les risques associés

(Lire la suite en page 18)

Conservation et conflit: qu'avons-nous appris du Chiapas ?



IUCN Photo library / © Michelle Laurie

Conservation in a conflict zone creates particular challenges

Rosa Ma. Vidal et **Romeo Domínguez Barradas** de Pronatura Sur examinent certaines leçons pour la conservation dans les zones de conflits.

L'État du Chiapas dans le Sud du Mexique est connu pour sa grande diversité culturelle et biologique et pour le soulèvement zapatiste dans les années 1990.

Historiquement, les populations indigènes de cet État ont eu très peu de contrôle sur les ressources naturelles dont elles dépendent, étant donné que la plupart des terres sont détenues par quelques riches propriétaires terriens, et que les forêts ont été exploitées par des compagnies étrangères ou utilisées pour installer des colons d'autres régions du pays.

La base de l'appui à la guérilla zapatiste est venue essentiellement des communautés indigènes, qui exprimaient ainsi leur rejet des politiques qui les ont marginalisées. D'autres partisans avaient davantage de motivations politiques et certains étaient mobilisés par les élites locales qui espéraient prendre le contrôle des terres et ensuite les vendre.

Le soulèvement a mis en avant les contradictions apparentes entre conservation et droits indigènes. Les aires protégées du Chiapas ont été établies vers la fin des années 1970 et durant les années 1980, à un moment où les politiques de conservation ne reconnaissaient pas l'importance de concilier les besoins des communautés locales avec ceux de la conservation biologique. Dans ce contexte, il y avait aussi une situation d'impunité légale, d'injustice, et un échec de la part du gouvernement à apporter son soutien aux droits de l'Homme. Le résultat a été un état de mal gouvernance et une série de conflits fonciers, dus au fait que les groupes de protestataires ont occupé de grandes propriétés agricoles, des zones à l'extérieur des villes et des aires protégées.

Certaines des leçons tirées par Pronatura à partir de son travail dans cet environnement sont :

- L'information de base sur les conflits, leurs origines et les acteurs impliqués, ne peut pas être modifiée. Même lorsque l'on peut identifier des caractéristiques générales, comme le soulèvement de la guérilla, les conflits fonciers ont leurs spécificités liées à de nombreux antécédents historiques localisés.
- La communication continue, transparente et directe avec l'ensemble des acteurs impliqués dans un conflit est nécessaire. Ces acteurs incluent ceux qui ne partagent pas les objectifs de conservation et peuvent comprendre les groupes armés.
- La médiation est indispensable là où la conservation et les droits indigènes s'affrontent. Lorsqu'il y a une volonté politique de réussir, la réussite est généralement possible.
- Les besoins locaux et les motivations des groupes armés ou civils doivent toujours être pris en compte.
- Bien qu'il soit accepté que la biodiversité soit un « bien commun », il doit exister des définitions claires des droits d'accès et de la distribution des bénéfices.

Actuellement, beaucoup de communautés dans le Chiapas gèrent de façon adéquate les forêts et ont établi

(Lire la suite en page 18)

arborvitae

Le prochain numéro de **arborvitae** sera publié en Avril 2009 (date limite pour l'édition, début mars) et abordera le thème des partenariats forestiers ; le numéro suivant sera publié en Septembre 2009 (date limite pour l'édition, fin juillet) sur le thème du changement climatique. Si vous avez des documents à envoyer ou des commentaires, veuillez contacter :

Jennifer Rietbergen-McCracken
85 chemin de la ferme du château
74520 Vulbens. France
jennifer.rietbergen@wanadoo.fr

Les correspondances en relation avec la liste de distribution d'**arborvitae** (demandes de souscription, changement d'adresses, etc.) doivent être envoyées à Sizakele Noko, sizakele.noko@iucn.org

Les numéros antérieurs d'**arborvitae** peuvent être consultés sur : www.iucn.org/forest/av

Arborvitae est maintenant disponible en français et en espagnol sur : www.iucn.org/forest/av

Cette lettre d'information a été éditée par Jennifer Rietbergen-McCracken. Éditrice en Chef, Liz Schmid, IUCN. Arborvitae est financé par DGIS. Design de millerdesign.co.uk.

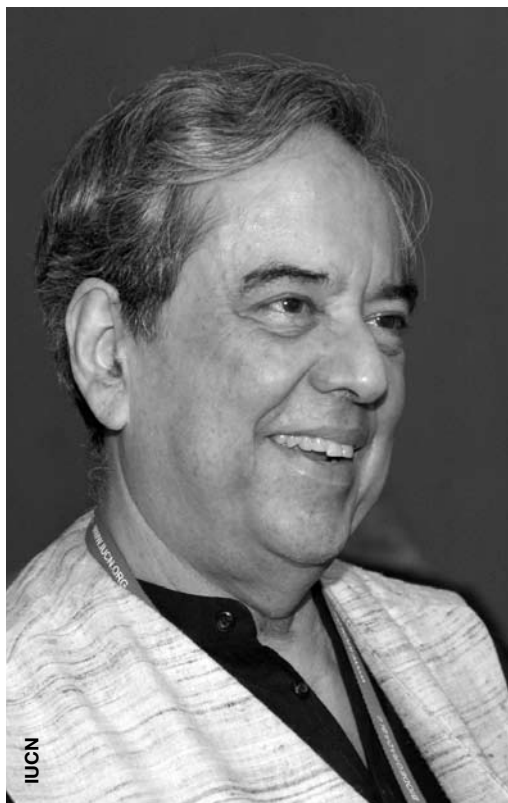


DGIS is the Development Agency of the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Remerciements
Marcelo Arguelles (Brésil); Romeo Dominguez Barradas (Mexique); Edmund Barrow (Kenya); Agni Boedihartono (Suisse); Cynthia Brady (USA); Doris Cordero (Equateur); Robert Fisher (Australie); Jamie Gordon (Suisse); Anne Hammill (Suisse); Marcelo Piedrafita Iglesias (Brésil); Wil de Jong (Japon); David Kaimowitz (Mexique); Etienne Kayengyenge (Burundi); Ashok Khosla (Inde); Santiago Kingman (Equateur); Ruben de Koning (Norvège); Mtangala Lumpu (RDC); Stewart Maginnis (Suisse); José Carlos dos Reis Meirelles Jr. (Brésil); Mary Melnyk (USA); Salvalor Ndabirore (Burundi); Cléto Ndiikumagenge (Cameroun); Liliانا Pires (Brésil); Jeffrey Sayer (Suisse); Liz Schmid (Suisse); Somsak Sukwong (Thaïlande); Rosa Ma. Vidal (Mexique).

Les éditeurs et les auteurs sont les seuls responsables de leurs articles. Leurs opinions ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'IUCN.



Ashok Khosla, le nouveau Président de l'IUCN, s'entretient avec **Liz Schmid** du Programme de Conservation des Forêts de l'IUCN, sur la conservation et le conflit.

Dans quelles situations pensez-vous que les efforts de conservation peuvent en fait exacerber le conflit ?

Les efforts de conservation requièrent généralement des changements de comportement ou causent la perte des maisons, de la terre et des moyens d'existence. Parfois, ces impacts peuvent être considérables et peuvent créer des difficultés pour les populations locales qui finissent souvent par payer la majeure partie des coûts tandis que les autres (y compris le reste de la société) obtiennent la majeure partie des bénéfices. C'est pratiquement normal que cela aboutisse à un conflit. Si le travail des défenseurs des ressources naturelles a tendance à priver les populations locales de leurs vies et des ressources dont ils dépendent pour survivre, c'est de leur responsabilité de fournir des substituts adéquats pour les remplacer.

D'après vous, quel est le rôle d'une organisation de conservation comme l'IUCN quand des conflits violents éclatent ? Devons-nous continuer ou arrêter notre travail jusqu'à ce que le conflit se termine ? Voyez-vous des risques à ce que nous soyons perçus comme « prenant parti » si nous continuons à travailler dans ces zones ?

Avant toute chose, n'importe quelle agence de conservation ou de développement ne doit pas oublier la sécurité de son personnel, et sur le court terme, il peut être nécessaire pour elle de retirer son personnel d'une zone de conflit. Dans le moyen/long terme cependant, nous devons trouver des moyens d'influencer les gouvernements, les populations locales et les autres parties impliquées dans le conflit, à résoudre les problèmes à l'origine du conflit. L'expérience a montré que là où ce type de conflit éclate à cause de problèmes de pénurie de ressources, la conservation est une excellente manière de créer des bénéfices pour chacune des parties impliquées. Avec une compréhension claire des relations entre la santé des écosystèmes et les processus sociaux, les défenseurs des ressources naturelles sensibles peuvent communiquer ces possibilités aux parties concernées et les aider à profiter d'une situation où tout le monde sort gagnant.

Mon organisation, Development Alternatives, est membre de l'IUCN et a parfois été impliquée dans des situations difficiles de conflits et voire même de violence sur le terrain. De façon intéressante, nous avons souvent constaté que, si la population locale impliquée dans le conflit voit que nous, comme ONG, faisons un travail constructif, ils nous laissent tranquilles pour poursuivre leur travail. Cependant, nous devons faire très attention car il y a toujours un risque que quelque chose tourne mal. Mon impression pourtant est que dans beaucoup de situations de conflit rural, les populations locales sont souvent poussées à manifester ou même prendre les armes parce qu'elles ont été privées des ressources environnementales que leurs ancêtres ont géré de manière responsable durant des centaines d'années. Si nous, comme défenseurs des ressources naturelles, pouvons démontrer que nous sommes de leur côté, ceux qu'on appelle les extrémistes peuvent travailler de manière constructive avec nous. Prenons-nous parti alors ? Et bien, oui, nous prenons leur parti étant donné que c'est le parti de la conservation.

Des problèmes politiques et sociaux profondément ancrés sont la cause de la plupart des conflits forestiers. Comment pensez-vous que les organisations membres de l'IUCN peuvent y répondre au mieux ?

Les conflits environnementaux sont, la plupart du temps, le résultat de personnes qui essaient de prendre et d'autres à qui on demande de donner. La plupart des sociétés répondent défavorablement à l'exploitation ou à la perte de ce qu'elles estiment leur appartenir de manière légitime, en faveur d'autres personnes. Ces problèmes sont, par nature « sociaux » et « politiques », impliquant des transactions, des structures de pouvoir et des

(Lire la suite en page 18)

3. Conflit à Goma

plus importantes et c'est une source de satisfaction que Moyens d'existence et Paysages ait réussi à apporter un appui à AFED durant cette période. Ce qui se passe dans cette région n'est pas unique – les conflits militaires et civils sont terriblement communs dans plusieurs zones où la dégradation de l'environnement et la pauvreté se côtoient. Nous devons accepter cette réalité et ne pas démissionner de nos responsabilités face à ces situations ».

Contactez: Mtangala Lumpu, mtangala@yahoo.fr Agni Boedihartono travaille pour le Programme de Conservation des Forêts, et Mtangala Lumpu est le coordinateur d'AFED, le point focal à Goma, dans l'est de la RDC, des activités de Moyens d'existence et Paysages. AFED est membre de l'UICN depuis 2005.

5. Réfugiés dans l'est du Soudan

s'étendent bien au-delà de la restauration environnementale. Par exemple, la restauration des ressources forestières proches réduit la possibilité des violences basées sur le genre, qui sont une grande inquiétude pour la sécurité. De manière similaire, l'épuisement critique des ressources naturelles forestières dans les zones d'accueil de réfugiés, peut mener à des conflits entre les réfugiés et les communautés d'accueil. Les CEMP font partie d'un processus sur le plus long terme pour construire la capacité des communautés (réfugiées et d'accueil) à planifier et à gérer leurs atouts environnementaux, et à améliorer et garantir leurs moyens d'existence – critiques dans des environnements si secs et à risque. De tels outils et approches peuvent ensuite être utilisés quand les réfugiés finissent par rentrer chez eux, et peuvent aussi être un composant des processus de construction de la paix.

Contactez: Edmund Barrow, Edmund.Barrow@iucn.org

6. La conservation des gorilles et la résolution de conflits

possible qu'assigner une valeur de consolidation de la paix à une ressource puisse la rendre encore plus vulnérable à l'exploitation, je ne pense pas que cela ait été le cas avec les gorilles de Virunga. Les gorilles n'étaient pas davantage en danger d'être tués parce qu'ils étaient liés à la résolution du conflit per se (c'est-à-dire parce qu'ils étaient vus comme un mécanisme de coopération transfrontalière et de consolidation de la paix). Ils étaient en

danger parce qu'ils vivaient dans une zone de conflit, et devenaient finalement des pions dans un conflit sur la gestion des ressources de Virunga.

Contactez: Anne Hammill, ahammill@iisd.ca. Le rapport de cette étude peut être téléchargé sur : www.iisd.org/pdf/2008/gorillas_in_the_midst.pdf

7. Les racines entremêlées du conflit forestier

aient lieu, maintenant qu'on leur assigne un rôle accru dans l'atténuation du changement climatique. Les conflits violents dans les cadres forestiers continueront et les leçons apprises d'anciens conflits pourraient avoir de la valeur lorsque l'on cherchera des solutions pour le futur.

Contactez: Wil de Jong, wdejong@cias.kyoto-u.ac.jp. ¹Price, S., D. Donovan, W. De Jong. 2007. Confronting conflict timber. pp 117-133, de Jong, W et al. *Extreme conflict and tropical forests*. Dordrecht, Springer. ²De Koning, R. 2007. Greed or grievance in West Africa's forest wars? pp 37-56, de Jong, W et al. *Extreme conflict and tropical forests*. Dordrecht, Springer.

9. Combat de jungle

de l'accès aux ressources naturelles. Rouvrir les zones de conflit à la coupe, à l'exploitation minière et à l'agriculture intensive semblent être un bon moyen pour relancer des économies brisées par la guerre ; cependant elles peuvent aussi facilement rouvrir des blessures qui ont à peine commencé à guérir. De la même façon, se dépêcher de créer de nouveaux parcs et mettre de nouvelles restrictions sans un vaste appui local pourrait déstabiliser encore plus des situations déjà instables.

Les termes de « jungle » et de « guerre » ont été inextricablement liés durant des décades. Ce qui se passera dans les cinq ou dix prochaines années déterminera partiellement si cette situation se maintient. Les environnementalistes doivent aider les autres à comprendre que les droits sur les ressources naturelles et leur gestion peuvent jouer des rôles clés dans la construction d'une paix durable dans ces régions et qu'ils doivent continuer à travailler à trouver des solutions créatives pour que la fin des combats de jungle ne mette pas fin à la jungle.

Contactez: David Kaimowitz, D.Kaimowitz@fordfound.org

10. Gérer les conflits liés aux forêts

(RRI) et Center for International Forestry Research (CIFOR), http://www.rightsandresources.org/documents/files/doc_822.pdf

² Voir De Koning, R.G. 2008 'Multi-stakeholder negotiation: when to apply and what role to assume?' In Diaw, M.C., P.H. Oyono, and R.Prabhu, (Eds.), *In Search for Common Grounds: Adaptation, Collaboration and Equity in Local Forest Policies and Management in Cameroon*, Earthscan, Washington DC.

³ Voir Yasmi, Y. and Guernier, J. 2008 Managing conflict under decentralized forest governance: Lessons from Indonesia and Vietnam, paper presented at the 12th Biennial Conference of the International Association for the Study of the Commons (IASC), University of Gloucestershire, Cheltenham, United Kingdom.

⁴ Voir Marfo, E. 2008 'Governing conflicts over the exploitation of the commons: lessons from forest-mining conflicts in West Africa', paper presented at the 12th Biennial Conference of the International Association for the Study of the Commons (IASC), University of Gloucestershire, Cheltenham, United Kingdom.

Contactez: Ruben de Koning, Ruben.Dekoning@undp.org

11. Outils pour résoudre les conflits forestiers

Le défi maintenant est de gagner la reconnaissance de l'importance des conflits forestiers et de leur impact sur la sécurité des personnes. Ce n'est pas uniquement la violence physique qui nuit aux communautés rurales mais aussi la négation de l'accès à leurs moyens d'existence quand ils sont poussés hors de leurs forêts ou quand les forêts sont détruites. De plus, le conflit forestier n'est pas un problème à classer parmi les mouvements environnementaux ; il s'étend sur les disciplines de la gouvernance, du commerce et de la sécurité. Par conséquent, les approches pour enrayer les conflits doivent inclure tous les secteurs et les approches de gestion des ressources naturelles doivent aussi tenir compte des conflits.

Contactez: Mary Melnyk, MMelnyk@usaid.gov ou pour plus d'informations visitez le site : www.forestconflict.com.

12. Cas de conflits forestiers Les Indiens isolés fuient le contact et le conflit

jadis communes vers la fin des années 1980. Si du côté brésilien la protection des territoires des populations isolées a donné de bons résultats tant pour la conservation de la forêt que pour la sécurité de ces tribus, les politiques de concessions pétrolières et forestières du côté péruvien posent de sérieux risques pour la survie de ces personnes. Ces problèmes doivent être une plus grande priorité dans les agendas d' « intégration régionale » des deux gouvernements – agendas qui pour le moment se focalisent sur l'infrastructure, la connexion énergétique et les projets de promotion du commerce.

Contactez: José Carlos dos Reis Meirelles, isolado-meirelles@hotmail.com, ou Marcelo Piedrafitia Iglesias, marcelo@piedrafitia.eti.br

José Carlos dos Reis Meirelles est un *sertanista* et le Coordinateur du Front de Protection Ethno-environnementale de la Rivière Envira (Bureaux Généraux des Indiens Isolés - Fondation Nationale de l'Indien). Marcelo Piedrafitia Iglesias est un anthropologue auprès de la Commission Pro-Indienne de l'Acre.

13. Thaïlande

Même si la population Kalor n'est pas sûre de son futur, ses membres discutent toujours de temps en temps de la conservation dans le café du village, en pensant qu'un jour, quand le conflit sera résolu, ils pourront recommencer.

Contactez: Somsak Sukwong, somsak.s@ku.ac.th
RECOFTC est un membre de l'UICN depuis 1995.

14. Les Shuars et l'exploitation minière

à l'exploitation minière n'ont plus lieu d'être étant donné les politiques de responsabilité sociale d'entreprise des compagnies engagées dans le minage. La nouvelle législation ne prévoit pas de consultations préalables avec les populations indigènes ; les concessions sont octroyées sur la base d'une simple démarche administrative (au lieu d'un appel d'offre), et il n'existe pas de dispositions pour nommer une entité externe au Ministère des Mines chargée de surveiller la conformité avec le plan environnemental. Progressivement, les tensions locales augmentent et l'année prochaine cela pourrait mener la population Shuar au désordre civil, ignorant ainsi leur logique et leurs principes traditionnels de conservation forestière.

Contactez: Santiago Kingman, chispok@hotmail.com
Foundation Natura est une ONG de conservation équatorienne et une organisation membre de l'UICN.

15. Conservation et conflit

des aires de conservation. Malgré la persistance du conflit zapatiste et la dégradation forestière en cours, les perspectives de progrès des communautés et la conservation de la nature n'ont jamais été meilleures.

Contactez: Rosa Ma. Vidal, rosavidal@pronatura-sur.org
Pronatura est une ONG mexicaine qui est membre de l'UICN depuis 2006.

15. l'entretien

décisions institutionnelles. Il y a peu de chances que les solutions purement basées sur ce qui est bon pour la santé de l'écosystème se maintiennent. L'origine des causes étant profonde, les interventions doivent aussi être profondes. Cependant, une bonne organisation de conservation comprend que ce ne sont pas juste les arbres ou les animaux qui doivent être durables mais, que ceux-ci font partie de l'ensemble du système de régulation des fonctions vitales. Résoudre les conflits forestiers nécessite une aussi bonne compréhension des processus sociaux que des processus écosystémiques. C'est une des forces de l'UICN, qui est sensible au besoin de rassembler différentes parties prenantes, de mobiliser le bon mélange de connaissances et de capacités – sociales, environnementales, économiques et politiques – pour trouver des solutions durables à ces problèmes complexes.